110

En hausse

TF1 – La finale de la Coupe du monde de rugby entre la Nouvelle-Zélande et la France, dimanche sur TF1, a rassemblé 15,3 millions de téléspectateurs (82,3 % de part d'audience), a indiqué, lundi 24 octobre, Médiamétrie. Il s'agit de la meilleure audience de l'année toutes chaînes confondues.

En baisse

La France – L'économie française *« entre en zone de contraction en ce début de quatrième trimestre »*, a indiqué, lundi 24 octobre, le cabinet Markit, après la publication de son indice PMI, tombé en octobre à son plus bas en vingt-neuf mois, à 46,8 points, contre 50,2 en septembre.

Les cours du jour (24/10/11, 09 h 50)

Euro	1 euro	**1,3798** dollar (achat)
Or	Once d'or	**1 642,50** dollars
Pétrole	Light sweet crude	**88,32** dollars
Taux d'intérêt	France	**3,176** (à dix ans)
Taux d'intérêt	Etats-Unis	**2,179** (à dix ans)

La crise financière

L'Europe fait resurgir les fractures de Maastricht

Après un sommet pour rien – ou presque – ce week-end, les pays de la zone euro se retrouveront le 26 octobre

Bruxelles
Envoyés spéciaux

Une conférence de presse commune et un signe d'amitié pour apaiser les conflits. Angela Merkel a offert à Nicolas Sarkozy, dimanche 23 octobre, un ours en peluche pour la naissance de sa fille, Giulia. Pourtant, ce week-end à Bruxelles, il était clair que Français et Allemands étaient bien éloignés.

Samedi, vers 23 h 30, le président français, à peine revenu d'une réunion de négociations, a filé dans sa suite, à l'hôtel Amigo, tandis que la chancelière allemande est restée déguster du vin avec ses conseillers. Le secrétaire général de l'Elysée, Xavier Musca, celui qui *« rassure Angela Merkel »*, selon M. Sarkozy, est allé dire quelques mots à la chancelière.

> Ces débats sont techniques. Mais, derrière, c'est la construction de l'Europe qui est en cause

L'Europe est au bord du gouffre, mais les deux dirigeants n'ont pas trouvé d'accord. Ils espèrent y parvenir mercredi 26 octobre, sur tous les chantiers ouverts : restructuration de la dette grecque, recapitalisation des banques, augmentation de la force de frappe du Fonds européen de stabilité financière (FESF), censé voler au secours des Etats en faillite.

Ces débats peuvent paraître techniques. Ils le sont. Mais, derrière, c'est la construction de l'Europe qui est en cause. Près de vingt ans après le traité de Maastricht, qui lança la monnaie unique et l'Europe politique, Français et Allemands *« se parlent, mais ne se comprennent pas »*, observe un membre du Conseil européen.

Toutes ces questions non résolues à Maastricht remontent à la surface : rôle de la Banque centrale européenne (BCE), intégration de la zone euro dans une Europe élargie, niveau de solidarité et contrôle démocratique de l'Europe... Le marathon européen engagé depuis mercredi 19 octobre à Francfort, en marge des adieux de Jean-Claude Trichet, qui quitte la présidence de la BCE, a révélé ces fractures.

Angela Merkel offre une peluche à Nicolas Sarkozy, au téléphone avec son épouse, le 23 octobre, à Bruxelles, pour la naissance de sa fille, Giulia. JESCO DENZEL/BUNDESREGIERUNG/AP

Les Dix-Sept de la zone euro plutôt que les Vingt-Sept de l'Europe Pendant des années, Mme Merkel a refusé les réunions des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro. L'Allemagne ne voulait pas se couper de la Pologne et des pays de l'élargissement, pour ne pas se retrouver dans un face-à-face avec la France et l'Europe latine.

Aujourd'hui, il n'est plus temps de composer avec les Britanniques et les pays d'Europe centrale. Mme Merkel accepte désormais un noyau dur européen, soumis à une discipline économique stricte.

S'il s'avère impossible, comme le demande l'Allemagne pour bétonner la discipline budgétaire, de réformer les traités avec l'ensemble des membres de l'Union, les pays de la zone euro songent à le faire entre eux. *« Si une réforme n'est pas possible à vingt-sept, une initiative franco-allemande sera prise pour avancer avec ceux qui le veulent »*, a glissé M. Sarkozy.

Herman Van Rompuy, président du conseil européen, a été élu, dimanche, président des sommets de la zone euro.

Les dirigeants britannique et suédois, David Cameron et Fredrik Reinfeldt, ont protesté contre ces sommets des pays de l'euro à répétition : ils veulent être consultés lorsque les mesures de sauvetage ou les choix fiscaux des Dix-Sept les concernent.

« Il a manqué une occasion de se taire », a répliqué M. Sarkozy, visant M. Cameron, à qui il a aussi rappelé qu'il ne peut prétendre participer aux réunions des Dix-Sept tout en dénigrant l'euro.

Malgré tout, il y aura, mercredi 26 octobre, une nouvelle brève réunion des Vingt-Sept, avant celle des Dix-Sept de l'euro, pour entériner le plan d'aide aux banques européennes.

Le poids croissant du Parlement allemand Au fil des années, la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe a exigé que le Bundestag soit de plus en plus consulté. Jeudi 20 octobre, les députés de la majorité ont refusé que la chancelière s'engage budgétairement sans les consulter.

Incapable de négocier sans mandat, Mme Merkel a alors refusé de s'engager sur quelque option que ce soit dès dimanche et obtenu de M. Sarkozy un report des décisions au mercredi 26 octobre. La veille, elle devrait se rendre devant la commission budgétaire du Bundestag pour obtenir son aval.

Ainsi vient d'être inventée la suspension de négociations pour contrôle démocratique, au profit du seul Bundestag allemand. Le Parlement européen, lui, n'est pas dans le coup.

En France, on ne comprend pas cette nécessité. François Baroin, ministre des finances, renvoie le sujet à des problèmes de coalition.

Les analyses de la crise divergent Depuis le début, les Allemands estiment que la crise de la zone euro a été provoquée par la perte de compétitivité de l'économie grecque et le non-respect des règles de bonne gestion du pacte de stabilité et de croissance. Côté français, on a surtout mis en avant les attaques exagérées des marchés.

De ces points de vue divergents naissent des solutions radicalement différentes : pour Berlin, il faut être certain que les pays ne menaceront pas de nouveau l'édifice et leur infliger une cure d'austérité drastique. Pour Paris, il faut avant tout éviter un risque systémique et faire bloc pour réduire la pression des marchés.

Sur la Grèce, les Français ont perdu la partie en raison du rapport de la « troïka » (FMI, Union européenne, Banque centrale européenne). Celui-ci a confirmé, vendredi 21 octobre, la situation catastrophique de la Grèce : la dette va être restructurée d'au moins 50 % et, pour limiter l'onde de choc, les banques seront recapitalisées à hauteur de 108 milliards d'euros.

Le rôle de la BCE divise A Francfort, mercredi 19 octobre, M. Sarkozy s'est heurté à Mme Merkel, et encore plus à M. Trichet, sur le rôle à attribuer à la BCE. *« La conception que les Français, et beaucoup de gens en Europe, ont de la politique monétaire, n'est pas la même que la conception allemande »*, confirme-t-on à l'Elysée.

Jens Weidmann, l'ancien conseiller de Mme Merkel, devenu président de la Bundesbank, soutenu par les pays les plus orthodoxes, comme les Pays-Bas et la Finlande, exige que l'on en reste à la mission historique de la BCE : la lutte contre l'inflation.

> On évoque désormais la création d'un super-commissaire, qui superviserait les finances des pays de la zone euro

Ces faucons sont sous le feu d'une double offensive : les nécessités de la crise et la montée en puissance des thèses latines et anglo-saxonnes, incarnées par l'arrivée de Mario Draghi, à la fois ex-gouverneur de la Banque d'Italie et ancien de Goldman Sachs.

Le conflit porte sur l'implication de la Banque centrale, qui pourrait financer le FESF. Cette option nécessiterait une réforme des traités, selon la BCE et les Allemands.

Du coup, M. Sarkozy, qui sait qu'aucun accord n'est possible sans la Bundesbank, a préféré y renoncer pour privilégier des solutions plus faciles à mettre en œuvre. Mais il compte sur la BCE pour qu'elle continue à intervenir sur les marchés en rachetant de la dette des pays en difficulté.

La question du fédéralisme est posée Le ministre président de Bavière, Edmund Stoiber, avait expliqué, à la fin des années 1990, qu'une Europe faite de transferts financiers était aussi probable qu'une famine en Bavière. On y est presque. Et cette Europe implique, par définition, un centralisme des décisions. On évoque désormais la création d'un superministre des finances européen, ou supercommissaire, qui superviserait les finances des pays de la zone euro.

Les Allemands veulent aussi qu'il soit possible de sanctionner effectivement un pays qui ne respecterait pas les règles européennes sur les déficits (pas plus de 3 % du produit intérieur brut) et la dette (pas plus de 60 % du PIB).

Les Français n'ont pas abordé les conséquences qu'aurait un tel saut fédéral. Tout juste Nicolas Sarkozy a-t-il eu un mot sur *« les problèmes démocratiques »* posés par la mise sous tutelle d'un pays, comme la Grèce, où il y a *« beaucoup de souffrance »*. ■

Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard

COMPOSABLE & BIBLIOTHÈQUE
SUR MESURE

Avec vos meubles, offrez vous les conseils d'un **architecte d'intérieur**

Notre architecte vous conseille gratuitement et vous aide à réaliser votre projet d'aménagement

-10% de réduction
sur présentation de ce coupon

Meubles & Atmosphère
OUVERT LE DIMANCHE
18 rue de Chateaudun 75009 Paris 01.48.78.72.57
www.meublesetatmosphere.com

TOURNAIRE
PARIS

Cité Carrée, à partir de 1900 €
www.philippetournaire.com